

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4474 - Ven. 11 - Sam. 12 mai 2018 - Prix : 10 DA

Ould Kaddour

L'acquisition de la raffinerie d'Augusta a coûté moins de un milliard de dollars

Page 2

Escalade militaire sans précédent entre Israël et l'Iran en Syrie

Forte inquiétude de la communauté internationale

Page 3

La régression généralisée

Par Mohamed Habili

Pour justifier l'abandon par son pays de l'accord sur le programme nucléaire iranien, Donald Trump a recouru à plusieurs arguments, mais celui qui a compté le plus semble bien être la certitude que même dans le cas où l'Iran s'y soumettrait complètement, son régime n'en serait pas moins en mesure de se doter de l'arme nucléaire en relativement peu de temps. C'est-à-dire, en somme, dès l'instant où soit de sa faute, soit de celle de ses autres signataires, l'accord cesse d'exister. Un bon accord en la matière, ce serait donc celui qui ferait en sorte que l'Iran ne puisse fabriquer la bombe ni aujourd'hui, ni demain, ni après-demain. Bien entendu, son speech de retrait est ainsi agencé que cet argument décisif ne paraisse pas être celui qui a pesé le plus dans son choix. Il ne fait pas de doute cependant que pour lui, comme pour Israël et pour d'autres pays de la région, au premier chef l'Arabie saoudite, ce qui importe par-dessus tout, c'est que l'Iran ne puisse jamais posséder l'arme nucléaire. Pour eux toute démarche pacifique qui ne ferait que reporter cette échéance est à bannir. Il ne leur suffit pas que l'Iran respecte sa parole, celle qu'il a donnée en 2015, ou celle qu'il pourra donner plus tard, dans dix ans par exemple. Une seule chose est à même de les contenter : l'impossibilité pour l'Iran de devenir un jour une puissance nucléaire. Il va de soi que cet objectif ne peut pas être atteint pacifiquement. Se le fixer, c'est du même coup opter pour la manière forte.

Suite en page 3

Pour que ses équipements soient fabriqués localement

Guitouni fixe un délai de trois ans à Sonelgaz



«Plus de 300 composants industriels sont utilisés aujourd'hui pour la réalisation et la maintenance de nos réseaux de distribution d'électricité et de gaz dont la totalité est importée», a indiqué avant-hier Mohamed Arkab, P-DG du groupe Sonelgaz, qui a appelé les opérateurs nationaux à prendre davantage de parts de marché qui leur reviennent «naturellement».

Lire page 2

A l'approche du ramadhan

Près de 150 marchés ouverts à partir d'aujourd'hui

Page 3

Festival culturel européen

La formation musicale «Tryo» enchante les Algérois

Page 13

Pour que ses équipements soient fabriqués localement

Guitouni fixe un délai de trois ans à Sonelgaz

■ «Plus de 300 composants industriels sont utilisés aujourd'hui pour la réalisation et la maintenance de nos réseaux de distribution d'électricité et de gaz dont la totalité est importée», a indiqué avant-hier Mohamed Arkab, P-DG du groupe Sonelgaz qui a appelé les opérateurs nationaux à prendre davantage de parts de marché qui leur reviennent «naturellement».

Par Lynda Naili

«**U**ne industrie proprement algérienne par son encadrement, sa main-d'œuvre et ses produits, et dont les acteurs sont aptes à s'emparer d'un marché dominé par l'import, vous revient naturellement», a déclaré le P-DG du groupe Sonelgaz au parterre de chefs d'entreprises venus assister à la journée de sensibilisation et d'information au profit des jeunes entreprises afin de les inciter à la fabrication de matériels électriques et gaziers, tenue au siège du centre de recherches et de développement de l'électricité et du gaz (CREDEG) Ben-Aknoun-Alger.

A ce propos, Arkab indiquera que plus de 300 composants industriels sont utilisés aujourd'hui pour la réalisation et la maintenance des réseaux de distribution d'électricité et de gaz dont la totalité est importée, pour un coût représentant plus de 70% des 285 milliards de dinars destinés à l'équipement. Une situation que le P-DG de Sonelgaz déplorera d'autant plus qu'«une part importante de ces équipements peut être réalisée localement à des taux compétitifs et rentables», relèvera-t-il. Ainsi, soulignant l'exigence de la diversification de l'économie nationale et celle de la réduction de la facture d'importation des produits industriels semi-finis et intermédiaires qui nécessitent le développement de l'intégration industrielle dans la production nationale désormais une priorité et une orientation stratégique, il appellera les chefs d'entreprises

présents en force à cette journée de sensibilisation d'investir ce créneau. «Un secteur de profit et de valeur ajoutée pour tous», dira-t-il, à travers lequel «ensemble, nous pouvons réussir à faire du label algérien made in Algeria une marque synonyme de qualité et de réussite».

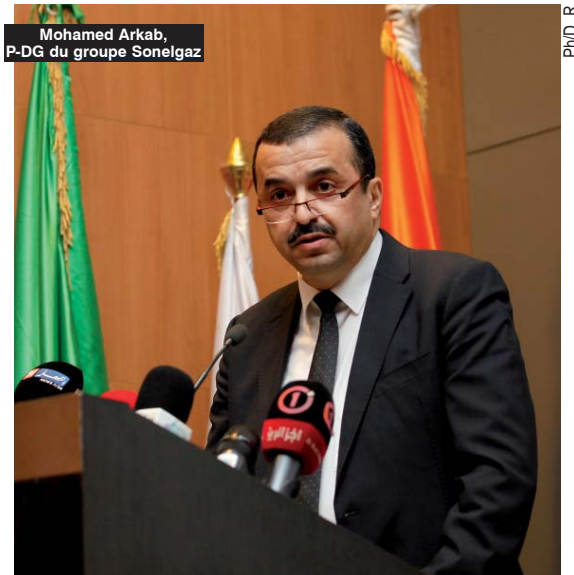
Mais au préalable de cette démarche, Arkab invitera les opérateurs économiques intéressés à «réfléchir sur la portée économique» du secteur de la fabrication du matériel électrique et gazier pour parvenir à l'élaboration d'«une carte» référentielle par produits et segments de fabrication afin de constituer un tissu industriel complémentaire, et de jeter désormais «une véritable et nouvelle industrie pour la distribution de l'électricité et du gaz dans le pays», assurant de la disponibilité du CREDEG, (centre de recherches et de développement de l'électricité et du gaz) relevant de la Sonelgaz pour accompagner les entreprises dans leurs démarches.

Pour sa part, Mustapha Guitouni, ministre de l'Energie qui a parrainé cette rencontre, a fait obligation au groupe Sonelgaz d'arrêter un programme pour les trois années à venir afin que ses équipements et matériels industriels utilisés dans la distribution électrique et de gaz soient fabriqués localement, du moins pour une grande part d'entre eux. Laquelle production, outre de participer à la création d'emplois, devra assoir un tissu industriel composé de PME tout en garantissant les aspects liés à la qualité ainsi qu'à la lutte contre la contrefaçon, soulignera-t-il. «Jusqu'à quand devons-nous dépendre de l'importation. Jusqu'à quand nous continuerons à importer. L'Algérie perd des sommes colossales en devises, il est temps pour nous de produire ces équipements en Algérie. C'est une obligation», a-t-il martelé. Sonelgaz qui, poursuivra-t-il, certes depuis l'année

2000 a concrétisé ses plans de développement des structures industrielles énergétiques, une grande partie des équipements de l'électricité et du gaz a été importée «en dépit des opportunités existantes pour la création d'une industrie locale qui ne nécessite pas forcément une haute technicité ni de gros investissements», relèvera-t-il. Pour lui, sur les 5 000 équipements dont a besoin le réseau de distribution, les industriels locaux devraient «au moins» arriver à fabriquer 3 000 articles. «Les capacités nationales énormes existent mais, nous travaillons en rangs dispersés», a-t-il encore déploré. Appelant ainsi les industriels à s'impliquer avec l'administration pour élaborer une cartographie dédiée notamment à la fabrication des équipements électriques et gaziers afin d'étudier les productions des uns et des autres et parvenir ainsi à assurer une complémentarité entre eux, ce qui, dira-t-il permettra l'assise d'un tissu industriel compétitif.

Pas question de recourir à l'importation pour l'installation du projet des 4 000 MW d'électricité

Par ailleurs, à la question du «Jour d'Algérie» sur la part des entreprises algériennes dans l'exploitation des énergies renouvelables, particulièrement le solaire, Guitouni répondra que pour l'installation des 4 000 MW d'électricité de sources renouvelables, estimée à 8 milliards de dollars, «il n'est pas question de recourir à l'importation. Elle se fera par des moyens et équipements locaux». A ce propos, il fera part de la mise sur le marché «dans peu de temps», de «quelque 160 MW d'électricité d'origine renouvelable dont deux fois 25 MW, au titre du programme de Sonelgaz, pour débrider



Mohamed Arkab, P-DG du groupe Sonelgaz

PH/D. R.

les centrales du Sud et diminuer la consommation du gazoil, alors que 100 à 120 MW devant être mis aux enchères pour permettre aux investisseurs privés de s'y mettre». Relevant ainsi qu'à fin 2017, la production nationale de panneaux photovoltaïques s'est située entre 100 et 150 mégawatts. En outre, interrogé sur l'exploitation du gaz, il rétorquera que : «Nous étudions profondément toutes les questions qui concernent le projet d'exploitation du gaz de schiste, notamment celles liées aux conditions de développement de cette ressource et des technologies liées à son exploitation, en plus de l'efficacité économique et la protection de l'environnement, des ressources hydriques et de la population».

Les matériels électriques et gaziers, «un énorme marché»

De son côté, M^{me} Wassila Salhi, P-DG du Centre de

recherche et de développement de l'électricité et du gaz (Credeg), Après une présentation de son centre, affirmera que la demande nationale en matière de matériels électriques et gaziers à l'horizon 2028 constitue «un énorme marché». Et pour cause, appuiera-t-elle, la demande pour le réseau électrique est de 16 millions d'unités de connecteurs de réseau et de branchement basse tension et de 350 000 unités de coffrets basse tension. Quant à celle du gaz, selon elle, le pays aura besoin, entre autres, de 36 000 unités de vannes en polyéthylène et de 390 000 unités d'accessoires en réseau en polyéthylène. A ce propos, elle relèvera que 569 milliards de dinars sont consentis par le groupe Sonelgaz à l'investissement dont 285 milliards destinés à l'acquisition des matériels à l'horizon 2028. C'est dire l'importance et la portée de ce marché.

L. N.

Pour un projet de pétrochimie Signature d'un mémorandum d'entente Sonatrach-Total

LA COMPAGNIE nationale des hydrocarbures Sonatrach et le groupe français Total ont signé hier à Alger un Mémorandum d'entente pour la réalisation, le développement et l'exploitation d'un complexe de déshydrogénation du propane et de production du polypropylène (PDH-PP). D'un investissement de 1,5 milliard de dollars, ce complexe, qui sera localisé à Arzew (Oran), produira 550 000 tonnes/an de polypropylène. Ce mémorandum d'entente prévoit la création d'une société mixte dédiée à ce projet. S.O.

Ould Kaddour

L'acquisition de la raffinerie d'Augusta a coûté moins de un milliard de dollars

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a acquis la raffinerie d'Augusta (Italie) auprès d'Esso Italiana à un prix ne dépassant pas un milliard de dollars, a indiqué vendredi à Alger, son P-dg, Abdelmoumen Ould Kaddour. «Nous avons acquis la raffinerie d'Augusta à un prix extraordinaire, soit moins d'un milliard de dollars, sachant que le projet de raffinerie de Hassi Messaoud devra coûter 3 à 4 milliards de dollars», a déclaré M.

Ould Kaddour à la presse en marge de la signature d'un mémorandum d'entente entre Sonatrach et le groupe français Total portant sur un projet de pétrochimie. En outre, M. Ould Kaddour a précisé que suite à l'appel d'offres lancé en août 2017 par Esso Italiana (filiale du groupe américain ExxonMobil), «Sonatrach a pu arracher ce contrat de trois autres partenaires». Pour rappel, Sonatrach a signé, mercredi dernier à Rome, un accord avec Esso

Italiana portant sur l'achat de la raffinerie d'Augusta (Sicile) et de trois terminaux pétroliers situés à Augusta, Naples et Palerme ainsi que de leurs systèmes d'oléoducs associés. Capable de traiter à la fois du Sahara Blend ainsi que du fuel résiduel issu de la raffinerie de Skikda, la raffinerie d'Augusta s'intégrera directement dans le système de raffinage de Sonatrach. Elle pourra également traiter directement des produits qui sont excédentaires en Algérie en vue de

réimporter des produits aujourd'hui en déficit comme le gazoil et l'essence. Elle est dotée d'une capacité de traitement de 10 millions de tonnes par an. Ce qui en ferait la deuxième raffinerie de Sonatrach. En outre, avec l'acquisition des trois terminaux, l'autonomie de la consommation en diesel et en essence de l'Algérie est, quant à elle, augmentée de plusieurs jours de consommation.

Safy T.

Escalade militaire sans précédent entre Israël et l'Iran en Syrie

Forte inquiétude de la communauté internationale

■ Le territoire syrien a été le théâtre de la plus sérieuse confrontation militaire jamais survenue entre Israël et la République islamique d'Iran. Des dizaines de missiles ou de roquettes ont été tirés de part et d'autre, alimentant les craintes d'une escalade entre les deux ennemis. Les échanges sur le plateau du Golan font craindre le pire et Damas évoque une «nouvelle phase» dans la guerre en Syrie.

Par Meriem Benchaouia

Les tirs de missiles israéliens qui se sont abattus sur le territoire syrien ont déclenché une riposte instantanée de la part de l'armée syrienne qui a intercepté bon nombre de projectiles ennemis et tiré une cinquantaine de missiles sur le Golan occupé, cet échange de tirs de roquettes et de missiles de part et d'autre de la frontière a provoqué un regain de tension sans précédent. Cette recrudescence de violence a débuté jeudi vers 03h00 du matin, lorsque de fortes détonations ont été entendues dans la capitale syrienne. La défense anti-aérienne de l'armée syrienne a intercepté dans la nuit de mercredi à jeudi des missiles israéliens lancés contre le territoire syrien, a indiqué l'agence officielle Sana, citant une source militaire. Le gouvernement syrien accuse Israël de mener cette agression sur les positions des forces pro-syriennes et en soutien aux groupes terroristes qui sont en difficulté et aux abois suite à la campagne de lutte antiterroriste menée par les forces armées syriennes qui ont apporté de louables résultats sur le terrain. En effet, les appareils israéliens ont essuyé des dizaines de tirs de la défense anti-aérienne syrienne. La télévision syrienne a retransmis en direct des images de la capitale Damas montrant des projectiles lumineux dans le ciel et plusieurs missiles détruits par les systèmes anti-aériens syriens. Certains missiles israéliens ont touché des bases militaires ainsi qu'un dépôt d'armes et un radar militaire, a

rapporté Sana sans préciser leurs emplacements. Les batteries anti-aériennes de Damas ont abattu des dizaines de missiles israéliens, a-t-elle affirmé également.

L'Iran accuse Israël d'«inventer des prétextes» pour frapper la Syrie

L'Iran a accusé hier Israël d'avoir frappé sans raison sur ses positions en Syrie et a dénoncé un régime «dominateur» qui cherche à «provoquer des crises». Le porte-parole des Affaires étrangères iraniennes, Bahram Ghassemi, cité par l'agence Isna, a «condamné fermement les attaques du régime sioniste (Israël, ndr) en Syrie, où l'Iran aide militairement le régime de Bachar al-Assad face aux rebelles et jihadistes. «Les attaques répétées du régime sioniste contre le sol syrien ont été menées sous des prétextes inventés (par Israël) qui sont sans fondement», a déclaré Bahram Ghassemi. L'Iran ne veut pas de «nouvelles tensions» au Moyen-Orient, a déclaré le président iranien Hassan Rohani dans une conversation téléphonique avec la chancelière allemande Angela Merkel. «L'Iran a toujours cherché à faire baisser les tensions dans la région, en essayant de renforcer la sécurité et la stabilité», a déclaré M. Rohani, selon le site internet de la présidence iranienne.



Appel à «la retenue» et à la «désescalade»

Plusieurs pays ont réagi à ces événements en appelant les antagonistes à la désescalade. La Russie a appelé à «la retenue» après les frappes israéliennes en Syrie, a déclaré jeudi le vice-ministre russe des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov, faisant part de sa «préoccupation». Evoquant la situation au Moyen-Orient, le président russe Vladimir Poutine avait estimé quant à lui qu'elle était «malheureusement très grave» et déclaré vouloir «chercher des solutions». Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a peser un risque d'escalade militaire dans la région. La chancelière allemande Angela Merkel a estimé pour sa part qu'il en allait désor-

mais «de la guerre ou de la paix» au Proche-Orient, après les tirs sur la partie du Golan occupée par Israël. «L'escalade des dernières heures nous montre qu'il en va vraisemblablement de la guerre ou de la paix» au Proche-Orient, a-t-elle dit lors d'une cérémonie pour la remise d'un prix européen au président français Emmanuel Macron à Aix-la-Chapelle en Allemagne. Dans un communiqué conjoint, M^{me} Merkel et M. Macron ont en parallèle appelé à la «pondération» et «désescalade dans la région». Il y a lieu de rappeler qu'Israël a annexé en 1981 la partie du Golan (1 200 kilomètres carrés) qu'il occupait depuis 1967 et la guerre des Six Jours. Cette annexion n'est pas reconnue par la communauté internationale, qui considère toujours le territoire comme syrien. Environ 510 kilomètres carrés restent sous contrôle syrien.

M. B./agences

A l'approche du ramadhan

Près de 150 marchés ouverts à partir d'aujourd'hui

En prévision du mois sacré du ramadhan, le ministre du Commerce, Saïd Djellab, annonce l'ouverture de près de 150 marchés de proximité au niveau national à partir d'aujourd'hui. «Ces structures permettront aux producteurs de vendre directement aux consommateurs, ce qui permettra de proposer des produits alimentaires et agricoles de grande consommation à prix réduits», explique le ministre. En répartition par wilaya, Djellab a annoncé la décision d'ouvrir au moins quatre marchés de proximité pour chaque wilaya, une démarche de nature à garantir la disponibilité des produits de large consommation à des prix raisonnables, relevant que ce nombre devrait s'élever pour atteindre 8 à 9 marchés au niveau des grandes wilayas. Ces marchés commenceront cette année «une augmentation sensible» à travers l'ensemble du territoire national, a ajouté le

ministre, citant à ce propos la wilaya d'Alger qui verra l'ouverture de 9 marchés contre 3 l'année écoulée. Ces marchés seront installés près des agglomérations, notamment des nouveaux quartiers concernés par les opérations de relogement. Ces structures seront dédiées à la vente de produits de large consommation et à des prix raisonnables, à l'image notamment des produits agroalimentaires, les fruits et légumes, les viandes, le lait en sachet, la semoule, l'huile de table, le sucre, etc. Pour ce qui est des régions du Sud et des zones enclavées, le ministre a annoncé la préparation de caravanes qui se chargeront de transporter ces produits aux habitants de ces régions avec les mêmes prix appliqués ailleurs. Pour rappel, le ministère du Commerce avait mis en place un système informatique pour le suivi des indicateurs des prix au niveau des marchés de gros et de détail

sur l'ensemble du territoire national, une mesure qui permettra selon le ministre d'intervenir en cas d'augmentation sensible des prix. Le nouveau système se veut un mécanisme d'alerte et dans le cas où une hausse de prix est enregistrée dans une région ou dans une wilaya donnée, une cellule d'analyse sera mise en place dans le but d'ouvrir une enquête pour permettre l'identification des raisons et la prise de mesures nécessaires à même de lutter contre la hausse aléatoire des prix et la spéculation, a indiqué le ministre. Dans le même contexte, M. Djellab a souligné la nécessité de généraliser la publication des prix tout au long du processus de commercialisation et de respecter les tarifs régulés des produits alimentaires de large consommation (lait pasteurisé en sachet, semoule, huile de table et sucre, etc). Parmi les instructions adressées aux cadres du secteur, lors

d'une réunion nationale, figure la nécessité de mobiliser tous les employés relevant des services techniques dans leur orientation des opérations de contrôle sur le terrain. Concernant la suspension de l'importation des produits cosmétiques, M. Djellab a précisé qu'«il ne s'agit pas de suspension, mais plutôt d'une arrestation temporaire permettant d'examiner la mesure dans laquelle les importateurs sont engagés aux mesures et au règlement en vigueur dans l'importation de produits cosmétiques, et ce, après l'enregistrement de certains dépassements, ajoutant que ces produits seront importés, de nouveau, dans les jours à venir». Par ailleurs, et concernant la révision de la liste des produits concernés par la suspension provisoire de l'importation, le ministre du Commerce a indiqué que le décret relatif à la nouvelle liste est en cours de préparation et sera rendu public

LA QUESTION DU JOUR

La régression généralisée

Suite de la page une

Si l'Iran est déjà en capacité matérielle et intellectuelle de fabriquer la bombe nucléaire, un accord n'aurait d'autre effet que d'ajourner cette fabrication. Ce qu'il faut donc à ceux qui ne veulent de cela à aucun prix, c'est placer l'Iran sous leur tutelle. A moins de cela en effet, ils ont perdu la partie. Pour eux, l'accord de 2015 étant venu trop tard n'aurait pas dû être conclu. Dès ce moment, ce n'était pas un accord qu'il fallait chercher avec l'Iran, mais son isolement, en vue de son affaiblissement, et en attendant de le soumettre à leur volonté, quitte pour cela à passer par une guerre avec lui. Il faut bien comprendre de quoi il s'agit en l'occurrence. Les capacités nucléaires n'étant pas seulement matérielles, et de ce fait ne se réduisant pas au nombre de transfugeuses disponibles, ou à la quantité d'uranium enrichi à tel pourcentage, mais tout autant technologiques, il faut détruire les premières comme les secondes si on veut que l'Iran ne soit jamais une menace nucléaire. Or s'il est possible de détruire les premières, en les bombardant par exemple, il n'est pas possible d'anéantir les secondes en procédant de la même façon, aussi chirurgicales que les frappes puissent être. Les capacités intellectuelles sont immatérielles en comparaison des premières, encore qu'elles s'incarnent dans un certain nombre d'individus. Israël n'est pas sous-estimé nullement, qui compte déjà à son actif plusieurs assassinats de spécialistes iraniens, dont certains commis en Iran même. On peut toujours détruire les installations nucléaires d'un ennemi sans avoir pour ce faire à l'envahir et à l'occuper, comme ont fait les Américains avec l'Irak en 2003. Mais il n'est pas possible d'anéantir ses aptitudes technologiques et intellectuelles sans l'envahir et sans l'occuper assez longtemps pour lui imposer une régression généralisée. Les Etats-Unis, Israël et l'Arabie saoudite ne se contenteront pas de moins que d'un crime contre l'homme iranien lui-même. S'agissant plus particulièrement d'Israël, c'est ce même but qu'il poursuivra si au lieu de craindre les progrès technologiques iraniens, c'est un autre pays de la région, l'Arabie saoudite par exemple, qui se met à lui donner des soucis du même ordre. Le retard technologique des Arabes par rapport à lui semble bien être une condition de sa survie. M. H.

«prochainement», ajoutant que la nouvelle liste avait supprimé l'interdiction d'importer tous les produits et biens entrant dans le montage et la fabrication d'autres biens, et maintenu uniquement les produits destinés à la revente en l'état (produits finis).

Louiza Ait Ramdane

Nouveau stade de 50 000 places de Tizi-Ouzou

Hattab : «Aucun glissement de délai de livraison ne sera toléré»

■ Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, a déclaré jeudi qu'aucun retard supplémentaire ne sera toléré dans le délai de réalisation du nouveau stade de 50 000 places couvertes de Tizi-Ouzou, en invitant le groupement algéro-turc chargé de sa construction à le livrer le plus tôt possible et respecter le délai de livraison contractuel de fin d'année 2018.

Par Hamid M.

Le ministre, qui animait un point de presse sur ledit chantier en marge d'une visite de travail dans la wilaya de Tizi Ouzou, a déclaré qu'il «ne tolérera plus un glissement sur les délais de réception» en assurant que tous les moyens financiers nécessaires à ce projet seront mobilisés dans les délais requis. Dans le même sillage, à l'adresse du représentant de l'entreprise turque Mapa qui posait la contrainte d'insuffisance de crédits de paiement, le ministre a reconnu que ce problème s'était posé juste durant la

période de clôture du précédent exercice et de l'ouverture de la nouvelle année tout en assurant qu'à l'avenir celui-ci ne se posera plus. Mohamed Hattab est allé jusqu'à exiger de l'entreprise réalisatrice du projet à établir des plannings hebdomadaires de travaux. Sur place de l'état global d'avancement de ce chantier présenté au ministre il ressort que celui-ci est de 75% et 66 % pour le stade de football. Par ailleurs, le ministre de la Jeunesse et des Sports a annoncé le lancement d'un projet pilote dans le cadre de la lutte contre les violences dans les stades en recourant aux systèmes de vidéosurveillance et de vente électronique des billets au niveau du stade du 5-Juillet dès la saison sportive prochaine. A



une question sur la livraison les trois autres stades en projet à travers le pays, le ministre s'est

dit optimiste pour la réception avant la fin de l'année 2018 des stades de Douéra et Oran alors

que celui de Baraki ne pourrait être livré qu'au courant 2019. H. M.

Santé Création d'un établissement national de SAMU

LE MINISTRE de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, a annoncé jeudi la création d'un établissement national de Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU). Intervenant en marge du 16e congrès de la Société internationale francophone d'oto-rhino-laryngologie (ORL), M. Hasbellaoui a fait état de la création d'un établissement national de SAMU et ce, dans le cadre du projet de la nouvelle loi sanitaire après avoir été adoptée par les deux chambres du Parlement ayant pour mission la gestion du service des SAMU à travers le pays selon la spécificité de chaque région. S'agissant de la création de 600 postes d'emploi au profit des médecins généralistes au niveau des services d'urgences des centres hospitalo-universitaires (CHU) et des établissements hospitaliers publics (EHP), le ministre a affirmé que ce projet «n'a aucun rapport avec le remplacement des médecins résidents mais il intervient dans le cadre du renforcement de ces services en vue d'améliorer leur rendement au sein d'un réseau de soin moderne». Concernant la grève des médecins résidents, le ministre a indiqué que «chaque personne portant une blouse blanche n'a pas le droit d'abandonner un malade». Par ailleurs, cette loi permet «aux médecins et praticiens du secteur privé de s'absenter et de se faire remplacer par leurs collègues afin de bénéficier de cette formation».

Hani Y.

À partir de la prochaine saison

Bedoui annonce la création d'un guichet unique pour le hadj

Lors d'une réunion de la Commission interministérielle chargée des préparatifs de la saison du hadj 2018 au niveau des différents secteurs chargés de l'organisation de l'opération et en prévision des préparatifs de la prochaine saison du hadj, Bedoui a annoncé la création d'un guichet unique pour le hadj et qui sera à même de prendre en charge l'ensemble des procédures administratives inhérentes à l'opération et celles liées au paiement des frais de transport et d'hébergement. Pour ce faire, le ministre a émis des instructions à l'adresse du SG du ministère, «en vue d'accélérer la cadence de modernisation du service public relatif à l'accomplissement du rite du hadj», en coordination avec les différents secteurs concernés et en recourant aux nouvelles TIC développées au niveau du secteur, «notamment la base de données propres au secteur, laquelle constitue la plateforme dont est tributaire le développement du guichet unique», ce qui permettra de conférer une transparence et davantage de souplesse à l'opération et de fournir un service public de qualité au profit des citoyens qui s'approprient à accomplir les rites du hadj. Concernant la prochaine saison du Hadj 2018, Bedoui a donné des instructions fermes en vue d'accélérer la cadence

de l'organisation et de la finalisation de tous les préparatifs relatifs à l'opération, mettant l'accent, à ce propos, sur la nécessité de fournir des prestations de qualité aux citoyens qui s'approprient à accomplir le hadj, au niveau de l'ensemble des structures publiques, à l'instar de daïras, circonscriptions administratives, banques, agences d'Air Algérie et aéroports, et ce, à travers l'amélioration des conditions d'accueil, l'accélération du traitement des dossiers, ainsi que la facilitation des mesures de déplacement vers les lieux saints de l'Islam. À ce propos, il a mis en avant la nécessité d'un accompagnement durable et qualitatif pour les hadjis et d'assurer leur orientation, leur sécurité et leur confort, jusqu'à l'accomplissement des rites du hadj. Dans le cadre de la politique de l'Etat qui vise à rapprocher l'administration du citoyen, le ministre de l'Intérieur a appelé, lors de cette réunion, à examiner les voies et moyens de facilitation de l'opération de paiement des frais du hadj pour tous les citoyens à travers les différentes wilayas, notamment la création de guichets rattachés à la Banque d'Algérie au niveau des zones enclavées du Sud et la signature de conventions avec l'entreprise Algérie Poste.

La Protection civile mobilise 200 agents pour accompagner les pèlerins

«Cette année, le nombre d'agents formant la mission de la Protection civile devant accompagner nos pèlerins aux lieux saints de l'Islam s'est élevé à 200 personnes, alors qu'en 2017 le nombre était de 165 agents», a indiqué le colonel Miloud Rami, directeur divisionnaire des fonctionnaires à la DGPC et représentant du directeur général de la Protection civile.

La Protection civile participe pour la 11e fois dans l'accompagnement des pèlerins aux lieux saints de l'Islam en Arabie saoudite, où «les agents de notre mission sont appelés à fournir beaucoup d'efforts pour orienter, accompagner et aider les hadjis algériens notamment les personnes âgées». Il explique que «l'agent de la Protection civile doit être présent, disponible et prêt à porter aide et assistance aux hadjis notamment ceux en difficulté».

«Le hadj a toujours besoin de nos orientations, particulièrement en matière de sécurité, d'aide médicale, d'évacuation», a-t-il insisté.

Thinhinene Khouchi

Caravane contre les incendies de forêt à Tizi Ouzou

La Protection civile et la Conservation des forêts sensibilisent les populations

Le directeur de la Protection civile de la wilaya de Tizi Ouzou, le colonel Brahim Mohamedi a indiqué, jeudi, que le dispositif de lutte contre les feux de forêt sera renforcé cet été par une nouvelle colonne mobile, des camions et des tracteurs équipés de citernes. Ce plan d'intervention en cas d'incendies sera appuyé par un travail de prévention et de sensibilisation dont la caravane lancée depuis le siège de la wilaya, a expliqué le même responsable qui s'exprimait devant la

presse en marge du lancement de ladite campagne. Cette dernière lancée par la Protection civile en collaboration avec les services de la Conservation devrait aussi porter sur les dangers des accidents de la circulation et des noyades dans les plans d'eau. La caravane devrait sillonner tout le territoire de la wilaya de Tizi Ouzou et au premier jour de son lancement, les localités affectées par les incendies de l'an dernier, à savoir, Ait Yahia Moussa, Timizart, Ait Yahia, Ait Mahmoud, Ouadhias, Ait

Chafaa, Ait Yahia et Ait Agouacha. De son côté, le conservateur des forêts de la wilaya de Tizi Ouzou, Moussa Tabti a indiqué que dans le cadre du renforcement du dispositif de lutte contre les incendies trois véhicules tout-terrain de premières interventions, un véhicule léger et du matériel seront mobilisés. Des moyens de ravitaillement en eau seront également mobilisés par les services de la wilaya, a précisé Moussa Tabti. Ce dernier a rappelé que 900 km de pistes existantes dans les mas-

sifs forestiers et 1000 km de pistes réalisés dans le cadre du développement rural, 48 points d'eau d'une capacité unitaire de 50 m³ constituent les infrastructures forestières qui seront utilisées en cas d'incendies. Moussa Tabti a appelé, à l'occasion, les populations de la région à s'impliquer davantage dans le travail préventif en entamant les travaux de désherbage et de réalisation de tranchées aux alentours des zones habitées.

Hamid M.

Tomate industrielle

Vers l'interdiction de l'importation du triple concentré de tomate

■ Le ministre de l'Agriculture, Abdelkader Bouazghi, a indiqué jeudi à Alger que le triple concentré de tomate (matière première) pourrait être inclus dans la liste des produits interdits à l'importation.

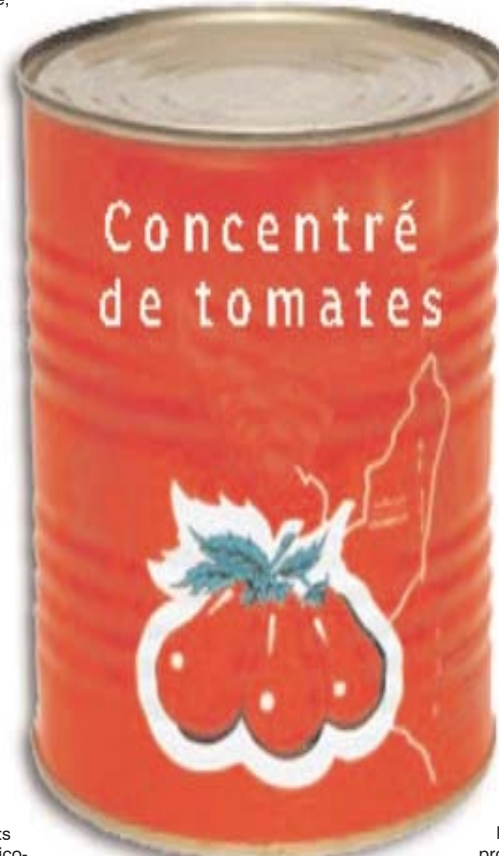
Par Assia D.

«**N**ous devons cesser d'importer du triple concentré de tomate», a dit le ministre lors d'une séance plénière au Conseil de la nation, consacrée aux questions orales. Répondant à la question d'un sénateur sur l'état des usines de production de tomates en conserve et les raisons ayant amené le gouvernement à inclure le sac en aluminium, utilisé dans la conservation du triple concentré de tomate, dans la liste des produits interdits à l'importation, tout en autorisant l'importation de cette même matière première (triple concentré de tomate), le ministre a précisé que son département avait récemment organisé, en coordination avec le ministère du Commerce, des journées d'étude sur la mise en place de mécanismes à même de permettre de ne plus importer cette matière première. Le ministère a également tenu récemment une réunion avec les transformateurs de tomates pour «discuter de l'éventuelle interdiction de l'importation de ce produit dans une à deux années», a-t-il précisé. Nous devons vite parvenir à l'interdiction de l'importation du triple concentré de tomate, a insisté le ministre, assurant que le marché national produit des quantités qui suffisent à répondre à la demande intérieure voire à exporter l'excédent. Concernant les sacs utilisés dans le conditionnement et la

conservation du triple concentré de tomate,

M. Bouazghi a fait savoir qu'il avait été convenu avec le ministre du Commerce d'importer ces sacs car «ils sont indispensables au stockage de cette matière» et de les mettre à la disposition des transformateurs pour la conservation du double concentré de tomate, a-t-il dit. Soulignant l'importance de la filière des tomates industrielles et de son rôle économique stratégique sur le marché national, le ministre a fait état de la mise en place de mécanismes d'accompagnement de cette filière, dont le soutien à la production et à la transformation des tomates.

Les mécanismes précités englobent la subvention de l'acquisition de matériaux d'irrigation, de semences et de pesticides, à travers les différents fonds de soutien agricole, en sus de l'accès au crédit Rafik et à l'accompagnement technique. La plantation de la



tomate se fait au niveau de 21 wilayas, dont 4 à fort potentiel, à savoir

S k i k d a , G u e l m a , Annaba et El Tarf, représente 80% des superficies globales de tomates destinées à la transformation, a-t-il indiqué. Des superficies agricoles ont été également consacrées à la plantation de la tomate dans le Sud, dont 14 hectares dans la commune d'In Salah (w. Tamanrasset) et 1 419 ha à Adrar qui a enregistré une hausse de 21% des superficies réservées à ce produit, a poursuivi le ministre.

La filière de production de la tomate industrielle a connu un bon développement en termes de qualité et de quantité, la production de ce produit étant passée de 4 700 000 tonnes en 2000 à 12 millions tonnes en 2017.

Concernant les unités de transformation de la tomate industrielle, M. Bouazghi a cité 25 unités d'une capacité de transformation de 36 000 tonnes/jour.

Le ministre est revenu sur l'organisation ces derniers jours de la filière de la tomate industrielle, à travers la création du conseil de wilaya, annonçant la création prochaine d'un conseil national de la filière. Il a ajouté qu'au titre de la stratégie de préservation du produit national, plusieurs programmes ont été tracés pour le développement et l'augmentation de la production agricole, à travers une utilisation rationnelle des moyens disponibles, avec une concentration particulière sur les produits stratégiques, en vue de réduire graduellement l'importation et d'encourager l'exportation.

Le ministère a pris plusieurs mesures pour l'exécution de ces programmes, dont l'intensification et le développement des produits nationaux, à travers l'amélioration des conditions de production et le développement des capacités nationales de production des intrants agricoles pour favoriser l'accès des agriculteurs aux machines, engins, engrais et semences, a-t-il affirmé. Les efforts se poursuivent pour étendre les superficies agricoles et assurer l'accompagnement technique des agriculteurs, en vue d'améliorer la production en termes de qualité et de quantité, de répondre aux besoins du marché national et encourager ainsi l'exportation.

A. D.

Prix

Le Brent à plus de 77 dollars à Londres

Les prix du pétrole se stabilisent hier en cours d'échanges européens, restant proches de ses plus hauts en trois ans et demi. En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 77,48 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse d'un cent par rapport à la clôture de jeudi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de juin prenait 11 cents à 71,47 dollars. Les cours avaient atteint jeudi leurs plus hauts depuis novembre 2014, à 78 dollars pour le Brent et à 71,89 dollars pour le WTI. «La tendance à la hausse provoquée par la sortie américaine de l'accord sur le nucléaire iranien a été confirmée par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, qui menacent de perturber la production», a commenté Lukman Otunuga, analyste chez FXTM. Israël a indiqué jeudi avoir frappé des positions «iraniennes» en

Syrie, en affirmant riposter à des attaques de l'Iran sur la partie du Golan syrien sous son contrôle. Vendredi, l'Iran a répliqué en accusant Israël d'«inventer des prétextes» pour frapper en Syrie. «Il se pourrait que les baisses de production volontaires de l'Opep

(Organisation des pays exportateurs de pétrole), les sanctions contre l'Iran et les soucis de l'industrie vénézuélienne forment une combinaison à même de faire grimper le baril au dessus de 100 dollars», a avancé Stephen Brennock, analyste

chez PVM. «Tout dépendra de la réponse de l'Opep aux événements de la semaine», a-t-il cependant tempéré. L'Opep, qui s'est associée fin 2016 à dix autres producteurs pour limiter leurs extractions et rééquilibrer le marché mondial, pourrait

reprendre son rythme de production habituel. L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial et figure de proue de l'Opep, a d'ores et déjà annoncé mercredi être prête à empêcher des pénuries d'approvisionnement.

F.H./agences

Changes

L'euro en hausse face au dollar

L'euro montait légèrement face au dollar hier, au lendemain de la publication d'un indice des prix à la consommation moins élevé que prévu aux Etats-Unis, alors que l'Italie pourrait peser sur la monnaie unique. En fin de matinée, l'euro valait 1,1925 dollar contre 1,1915 dollar jeudi à 21h00 GMT et 1,1851 dollar mercredi soir. La monnaie unique européenne se stabilisait face à la devise japonaise à 130,30 yens, contre 130,35 yens jeudi soir. Le billet vert baissait légèrement face à la monnaie nipponne à 109,27 yens, contre 109,40 yens la veille. «Le dollar reprend son souffle à la fin de la semaine, du fait d'un

retour d'une inflation américaine plus faible qu'attendu, ce qui a déçu les investisseurs», a expliqué Konstantinos Anthis, analyste pour ADS Securities. La veille, l'indice CPI des prix à la consommation aux Etats-Unis a avancé de 0,2% en avril tandis que les analystes s'attendaient à une progression de 0,3%. Sur une base annuelle, la hausse des prix est de 2,5%, soit 0,1 point inférieur aux anticipations. L'inflation est l'un des principaux critères qui orientent les choix de la Réserve fédérale américaine (Fed) sur ses taux. Une inflation plus faible qu'anticipée suggère une action moins énergique de la Fed sur les

taux, et par effet d'entraînement une perspective de rendement moins grande sur la monnaie américaine qui perd un peu de son attrait. Du côté de l'euro, «le risque politique italien refait surface», ont estimé les analystes de Saxo Banque. Silvio Berlusconi a ouvert la voie mercredi soir à la formation du premier gouvernement antisystème en Italie en donnant son feu vert à un accord entre son allié la Ligue (extrême droite) et le Mouvement 5 étoiles (M5S). Un scénario qui inquiète les marchés même si du côté des changes, les conséquences sont encore mesurées. Les deux partis «ont atténué leur rhétorique

concernant un référendum sur leur appartenance à la zone euro. Ainsi, nous ne voyons toujours pas de risque existentiel émerger à nouveau pour l'euro», a estimé Lee Hardman, analyste pour MUFJ, précisant que ces tractations avaient pour l'instant un effet légèrement négatif sur la monnaie unique. En fin de séance européenne, les cambistes s'intéresseront à un discours du gouverneur de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, en attendant des chiffres importants sur la croissance trimestrielle et l'inflation, la semaine prochaine.

R.E.

Oran

Reconquérir les espaces publics à travers un aménagement qualitatif

■ Le président de l'Assemblée populaire communale d'Oran a insisté jeudi sur l'impératif de reconquérir les espaces publics de la ville à travers un aménagement qualitatif pour rehausser son standing de métropole.

Par Lyes B.

« La promotion de l'image de la cité doit passer par la valorisation de son patrimoine et l'amélioration du cadre de vie des citoyens à travers un aménagement qualitatif pour rehausser son standing de métropole », a souligné Noureddine Boukhatem lors du conseil exécutif communal, organisé au siège provisoire de l'APC d'Oran. Le président de l'APC a annoncé le lancement prochain de travaux d'aménagement de la rue des Aurès (ex-La Bastille), où se tient quotidiennement le célèbre marché des fruits et légumes. L'opération d'aménagement de la rue des Aurès se fera avec le concours des concessionnaires des réseaux, à savoir les services de la Société des eaux (SEOR), de Sonelgaz et de la Poste et des télécommunications par tranches, a-t-il

expliqué, instruisant le vice-président d'APC chargé des activités économiques à installer provisoirement les 135 vendeurs d'étalage dans des locaux qui sont disponibles dans les marchés de fruits et légumes limitrophes, tels que le marché situé à hai (quartier) El Moudjahid (ex-Miramar) et hai El Hamri. Il s'agit d'une « solution provisoire » pour ces vendeurs détenteurs de tables de fruits et légumes et qui sont locataires de la commune, en vue de mener à bien les travaux d'aménagement et en finir avec l'incurie qui a longtemps prévalu dans cette rue commerçante, a-t-il fait observer. « Pour rendre cet espace plus convivial, une opération complémentaire a été retenue pour la réhabilitation des façades des immeubles de cette rue commerçante », a-t-il ajouté. L'autre chantier devant passer à la phase active est celui de l'embellissement du boulevard de l'ALN (ex-Front de mer), a annoncé le P/APC, qui a informé les délégués des divisions communales et les directeurs des secteurs concernés du déblocage, par la wilaya, de crédits pour financer une bonne partie de cette opération d'aménagement. A ce propos, il a sommé les services concernés à



« faire preuve d'imagination » pour mettre en valeur les trois placettes de ce boulevard avec l'installation d'un mobilier urbain de qualité. Concernant l'aménagement de la salle Marhaba (ex-Escorial), sise à la rue Emir Abdelkader au centre-ville d'Oran, dont les travaux sont à l'arrêt pour des raisons financières, M. Boukhatem a annoncé que « l'argent vient d'être débloqué pour relancer cette opération »,

soulignant que cet espace public, qui a été géré par un privé, a été récupéré pour être dédié exclusivement aux activités culturelles pour enfants avec la projection de documentaires et de dessins animés. Cette rencontre a été mise à profit par les élus pour débattre des travaux d'extension de la place du 1^{er} Novembre, des travaux de réalisation d'un parking au niveau des abattoirs municipaux et de la

question de renforcement des opérations d'aménagement d'espaces publics. Plusieurs propositions ont été faites par les élus locaux et les responsables des secteurs pour l'aménagement des espaces publics afin de promouvoir l'image de la ville chez les citoyens et de renforcer son rayonnement culturel.

L. B./APS

Khenchela Validation de 1 200 demandes de soutien à l'irrigation agricole « depuis août dernier »

PAS MOINS de 1 200 demandes de soutien à l'irrigation agricole au profit des agriculteurs de la wilaya de Khenchela ont été approuvées « depuis août de l'année 2017 », a indiqué le bureau du soutien agricole à la direction locale de l'agriculture. Les agriculteurs de la wilaya de Khenchela, des deux régions nord et sud, ont bénéficié du soutien de l'Etat pour l'acquisition des équipements nécessaires à l'irrigation agricole, a précisé le bureau, détaillant que le soutien à l'acquisition de ces équipements oscille entre 40 à 50% de la valeur financière globale de ces équipements. Les équipements proposés sont composés d'un système d'irrigation économique, des bassins de collecte d'eau, en sus d'un appui financier pour le creusement de forage et son équipement, a-t-on encore expliqué, soulignant que les agriculteurs dont les demandes d'aides ont été approuvées, ont entamé les travaux de dotation de leurs terres agricoles de système d'irrigation moderne et économique. Pas moins de 943 agriculteurs de la wilaya de Khenchela ont bénéficié, entre 2014 et 2016, d'un soutien pour l'achèvement des projets d'irrigation agricole, d'une valeur totale de 290 millions DA, a-t-on conclu.

R.R.

Ouargla Convention Université-INRAA pour booster la recherche dans le domaine agricole

Une convention de partenariat a été signée jeudi entre l'Université Kasdi Merbah de Ouargla (UKMO) et l'Institut national de recherche agronomique d'Algérie (INRAA) dans le but de favoriser la mobilité des étudiants et chercheurs et de booster la recherche scientifique dans le domaine agricole. Paraphée par le recteur de l'UKMO, Mohamed Tahar Halilat, et le directeur de l'INRAA, Khaled Abbas, cette convention a pour objectif de définir et de fixer les modalités de mise en œuvre d'une collaboration entre les deux parties, dans le cadre de leurs compétences respectives, leurs intérêts communs et leurs préoccupations mutuelles d'intérêt national, dans les domaines scientifique, technique et pédagogique en rapport avec l'activité agricole, a-t-on précisé, lors de la cérémonie de signature au Rectorat de l'UKMO. Les deux partenaires (UKMO-INRAA)

ont convenu d'organiser et de développer une collaboration de manière durable sur l'ensemble des domaines d'activités les concernant, en mutualisant leurs potentialités respectives, humaines techniques et matérielles. Etablie pour une durée de cinq ans, la présente convention qui permettra aux étudiants (Licence, Master et Doctorat) d'effectuer leurs stages, s'ajoute à 127 conventions nationales et 83 autres internationales opérées dans le cadre de l'ouverture de l'Université sur son environnement socioéconomique, a souligné M. Halilat, lors de cette rencontre. M. Abbas a mis en exergue, de son côté, l'importance de cette démarche en matière d'amélioration des connaissances techniques et de savoir-faire, notamment la lutte contre les maladies qui influent négativement sur le rendement et la qualité de la production agricole, soulignant que le dévelop-

pement de l'économie verte, en général, et les filières stratégiques, en particulier, est l'un des objectifs stratégiques de l'Etat algérien. La rencontre s'est déroulée en présence des cadres et des enseignants de l'UKMO, ainsi que des responsables centraux de l'INRAA et ses deux antennes locales de Touggourt et d'Adrar. Créé en avril 1966, l'INRAA a pour mission de contribuer à l'élaboration de programmes de recherche et à la définition de mécanismes et de modalités de leur mise en œuvre, d'exécuter les programmes de recherche et d'expérimentation relevant de son domaine d'activité, de coordonner, à l'échelle nationale, en collaboration avec les structures sectorielles et intersectorielles, les activités de recherche agronomique, et de participer à l'élaboration de plans de formation et de perfectionnement pour les besoins de la recherche.

Hocine A.

Constantine Attribution de 180 logements de fonction en faveur des enseignants universitaires

Au total, 180 logements de fonction ont été distribués jeudi à Constantine en faveur des enseignants universitaires, lors d'une cérémonie organisée à la faculté des arts relevant de l'université Salah-Bounbider, Constantine 3, en présence du secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohamed-Salah Seddiki. Au cours de cette cérémonie M.

Sediki a précisé que ces logements qui répondent aux aspirations sociales des enseignants universitaires sont inscrits dans le cadre du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika portant réalisation de 10 000 logements de fonction au profit des enseignants du secteur de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Il a détaillé que le programme lancé

en 2007, « a été concrétisé à hauteur de 50 % », soulignant que le reste de ce programme est en cours de réalisation. De son côté, le chef de l'exécutif local, Abdessamie Saidoun a indiqué que la wilaya de Constantine a bénéficié de 400 unités de logements pour les enseignants universitaires soulignant que 80% de ce programme a été réalisé. Il a également indiqué que le reste de ce programme (220 loge-

ments), actuellement en chantier « sera réceptionné au plus tard en août prochain » et sera attribué aux bénéficiaires au titre de la rentrée universitaire prochaine (2018-2019). Le chef de l'exécutif local a salué dans ce même contexte les compétences et les efforts consentis par les entreprises chargées de la réalisation de ces habitations.

T. Kh.



Front Polisario

Poursuite de la résistance jusqu'à l'indépendance du Sahara occidental

■ Les festivités commémoratives du 45^e anniversaire de la création du Front Polisario se poursuivaient jeudi dans la wilaya d'Aousserd (camps de réfugiés sahraouis) sous le signe «de la résistance et de la continuité dans la lutte pour l'autodétermination du peuple sahraoui».

Par Farid L.

La cérémonie d'ouverture officielle de cette manifestation s'est déroulée sous la présidence de Brahim Ghali, président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et secrétaire général du Front Polisario, en présence d'invités locaux et étrangers dont des personnalités politiques et des représentants d'organisations humanitaires internationales activant dans les camps des réfugiés sahraouis. La célébration du 45^e anniversaire de la création du Front Polisario a constitué une occasion pour les invités, qui ont réitéré leur soutien inconditionnel à la juste cause du peuple sahraoui, en lutte, sous la direction du Front Polisario, pour l'indépendance et son droit à autodétermination, conformément aux résolutions de la légalité internationale. De son côté, le responsable du secrétariat de l'organisation politique du Front Polisario, Hama Salama, a souligné dans son allocution inaugurale que la création du Front populaire pour la libération de la Saguia el-Hamra et du Rio de Oro (Front Polisario) le 10 mai 1973 «répondait aux aspirations du peuple sahraoui et continue la lutte contre les forces d'occupation marocaines, qui dénie le droit des Sahraouis de vivre indépendants et libres dans un Etat souverain, libre et démocratique».

Rappelant le premier appel rédigé par le Front Polisario lors de sa fondation en 1973, M. Salama a indiqué que les membres fondateurs du mouvement de la résistance sahraouie avaient décidé d'arracher «la liberté par le recours aux armes», s'inspirant, a-t-il souligné de «la guerre de Libération menée par le peuple algérien entre 1954 et 1962 contre le colonialisme français». Le texte fondateur du Front Polisario s'appuie en effet sur le modèle de la révolution algérienne et de toutes les luttes menées par les peuples colonisés à travers le monde et faisant face à l'impérialisme. Saluant le soutien continu et profond apporté par l'Algérie au peuple sahraoui, M. Salama a rendu un vibrant hommage au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui est, rappelle-t-il, «un fervent défenseur de la cause sahraouie, sans jamais ménager d'efforts pour soutenir le combat du peuple sahraoui tout au long de ces 45 ans de lutte». Présent à cette rencontre, des militants de partis politiques algériens, dont le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, la députée Saida Bounab, représentante de la Comité d'amitié et fraternité avec le peuple sahraoui à l'Assemblée nationale populaire (APN) et Abdelaziz Medjahid, défenseur de la cause sahraouie ont, tour à tour, exprimé «la solidarité entière et les principes de



PH. > D. R.

l'Algérie vis-à-vis de la lutte du peuple sahraoui», soulignant, à l'unanimité que «le combat du peuple sahraoui pour l'indépendance sera toujours porté et soutenu par l'Algérie». De son côté, le représentant du Parlement des îles Baléares (Espagne), Baltasar Picornell, à la tête d'une délégation de 10 parlementaires, a exprimé le soutien continu des politiques ibériques issus de différents courants politiques du pays. «Nous serions toujours fidèles à votre combat. La question sahraouie est une cause juste basée sur le principe recon-

nu par la communauté internationale, qui est l'autodétermination du peuple sahraoui», a-t-il indiqué sous les applaudissements de l'assistance. En outre, les populations sahraouis vivant dans les camps de réfugiés à Tindouf se sont déplacées, pour leur part, en force pour assister à cette manifestation, lors de laquelle une ambiance festive a été vécue par les participants, sur fond de parades militaires et civiles exécutées par les différents corps mobilisés pour la circonstance, parmi eux des jeunes soldats de l'Armée de libération

sahraouie, des écoliers et des femmes. Aux couleurs du Front Polisario et de la RASD, le vert, blanc et rouge, les Sahraouis ont gratifié les invités d'un spectacle varié agrémenté par le retentissement de chants nationaux entonnés et illustrant la détermination d'un peuple qui attend l'heure de la gloire et de recouvrer son indépendance. En marge des festivités, une importante exposition d'arts, coutumes et traditions sahraouis a été organisée pour évoquer les richesses et le patrimoine sahraouis. **FL.**

Libye

Le HCR reprend les évacuations de réfugiés vers le Niger

LE HCR a repris jeudi les évacuations de migrants depuis la Libye, envoyant 132 réfugiés et demandeurs d'asile vers le Niger afin de les reloger dans des pays tiers. Cette opération est la deuxième tentative du vol spécialement affrété pour évacuer les réfugiés et les demandeurs d'asile depuis la Libye, le vol ayant dû faire demi-tour mardi en direction de Tripoli, «après des difficultés techniques». «Les réfugiés et les demandeurs d'asile avaient dû passer une nuit supplémentaire en détention», a indiqué le HCR dans un communiqué. Il s'agit du premier groupe de réfugiés transportés par avion hors de la Libye depuis la suspension temporaire du programme d'évacuation humanitaire du HCR au début du mois de mars. Cette suspension faisait suite aux préoccupations soulevées par le gouvernement nigérien «sur le fait que le départ des réfugiés pour la réinstallation dans d'autres pays ne suivait pas le rythme des arrivées au Niger». Avec cette reprise des opérations d'évacuation, l'agence onusienne loue la générosité du gouvernement nigérien qui a généreusement offert des espaces supplémentaires pouvant accueillir jusqu'à 1 500 réfugiés dans le cadre du Mécanisme de transit d'urgence géré par le HCR à Niamey avec le soutien financier de l'Union européenne. D'autres évacuations sont prévues et incluront des réfugiés détenus dans plusieurs centres de détention en Libye. Depuis novembre, le HCR, avec l'appui de l'Union européenne et des autorités libyennes, a évacué 1.474 réfugiés et demandeurs d'asile vulnérables, y compris des mères célibataires, des familles ainsi que des enfants non accompagnés et séparés, et les a relocalisés au Niger, en Italie et en Roumanie. De plus, le HCR a géré 477 cas de réinstallation directement depuis la Libye vers des pays tiers et réitére sa demande de places de réinstallation supplémentaires, une solution durable, sûre et vitale pour les réfugiés et les demandeurs d'asile vulnérables en Libye. **R.M.**

Tunisie

Quelque 120 infractions électorales aux municipales soumises au ministère public

Quelque 120 «graves» infractions lors élections municipales en Tunisie ont été soumises au ministère public, a annoncé Anouar Belhassan, membre de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE). «Ces infractions sont à caractère pénal et risquent d'avoir une influence sur les résultats du vote», a-t-il déclaré à la presse, précisant que ces dépassements sont passibles d'«amendes voire de peines de prison» selon leur gravité. A ce propos, M. Belhassan a parlé aussi de l'exploitation «des ressources publiques à des fins électorales, l'achat de la conscience des électeurs et la violation du silence électoral», soulignant à l'occasion, que les infractions qui ne risquent pas d'avoir des incidences sur les résultats du vote «se chiffrent par centaines». Il s'agit notamment de l'affichage anarchique de données et d'affiches ou d'acti-

tés électorales sans avis préalable l'instance régionale. Selon M. Belhassan, le conseil de l'ISIE est en train d'examiner quatre rapports qui seront suivis par la proclamation des résultats préliminaires des élections. Ces documents parvenus des différentes sections régionales de l'ISIE, concernent les résultats et la répartition des sièges par circonscription et par listes, les cas d'infractions et les délits électoraux soumis au ministère public et les médias audiovisuels ainsi que la presse écrite et électronique et leur influence sur la campagne électorale. «Ces rapports seront analysés dans leur intégralité avant d'annoncer les résultats préliminaires», a-t-il souligné. L'annonce des résultats des élections municipales 2018 est fixée au plus tard au début du mois de juin prochain après l'examen des recours déposés auprès des tribunaux administratifs, a rapporté lundi

soir l'agence TAP, citant Nabil Bafoun, membre de l'ISIE. Rappelons que le taux de participation au scrutin municipal qui s'est déroulé dimanche en Tunisie a atteint 35%, la moitié de celui enregistré lors des législatives de 2014, selon l'agence TAP, citant le réseau Mourakiboun (observateurs). Selon le coordinateur général de Mourakiboun, Rafik Halouani, le scrutin municipal s'est déroulé, «de manière générale, dans de bonnes conditions», déplorant, toutefois, «quelques irrégularités et lacunes logistiques qui ne remettent aucunement en question la sincérité de l'opération électorale». «Ces infractions électorales, commises par des listes partisanes, indépendantes et de coalition, sans distinction, ont porté notamment sur le non-respect du silence électoral ainsi que sur des tentatives d'influencer les électeurs», a-t-il poursuivi.



Nucléaire iranien

Poutine et Merkel favorables au maintien de l'accord

■ Le président russe Vladimir Poutine et la chancelière allemande Angela Merkel se sont dits favorables vendredi, lors d'un entretien téléphonique, au maintien de l'accord sur le nucléaire iranien après le retrait des Etats-Unis, a indiqué le Kremlin.

Par Rosa C.

Les deux dirigeants «ont discuté de la situation liée au Plan d'action conjoint (l'accord sur le programme nucléaire iranien, ndr) à la suite du retrait unilatéral américain», a indiqué le Kremlin (présidence russe) dans un communiqué, à une semaine d'une visite de M^{me} Merkel en Russie. Ils «ont souligné l'importance essentielle du maintien du Plan d'action conjoint pour la sécurité internationale et régionale», ajoute le communiqué. Le 18 mai, M^{me} Merkel est attendue à Sochi, dans le sud de la Russie, pour une rencontre avec Vladimir Poutine. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, avait appelé jeudi les pays européens engagés dans l'accord iranien à «développer les mesures destinées à préserver ce document important pour la stabilité régionale. Dans un communiqué jeudi soir, le Kremlin a indiqué que M. Poutine et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan avaient eu une conversation téléphonique sur la sortie des Etats-Unis de l'accord sur le programme nucléaire iranien. M. Poutine et M. Erdogan «ont confirmé leur détermination» à continuer à coopérer à cette fin avec les autres pays signataires de l'accord, selon le Kremlin. Selon des sources présidentielles turques, Erdogan et Poutine «ont convenu que la décision américaine au sujet de l'accord nucléaire était erronée et souligné que cet accord constituait un succès diplomatique qui doit être préservé». Jeudi, la diplomatie russe avait aussi annoncé vouloir poursuivre avec Téhéran une «étroite

collaboration» sur l'accord sur le nucléaire. L'accord a été conclu en juillet 2015 après des années d'âpres négociations entre l'Iran et le groupe 5+1 (Allemagne, Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni et Russie). Aux termes de l'accord, Téhéran a accepté de geler son programme nucléaire jusqu'en 2025. En dépit des appels de nombre de ses alliés, notamment européens, le président américain Donald Trump a annoncé mardi le retrait des Etats-Unis de cet accord. M. Trump a également annoncé le rétablissement des sanctions contre l'Iran qui avaient été levées en contrepartie de l'engagement pris par l'Iran de ne pas se doter de l'arme nucléaire.

Réunion UE, Allemagne, France Royaume-Uni et Iran mardi à Bruxelles

La chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a convoqué, pour mardi à Bruxelles, une réunion entre les ministres des Affaires étrangères des trois pays européens historiquement à l'origine de la négociation sur l'accord sur le nucléaire iranien dénoncé par le président américain, Donald Trump. «Federica Mogherini, haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne, accueillera mardi 15 mai à Bruxelles une réunion avec les ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni», ont annoncé ses services dans un communi-



PH. > D. R.

qué. Les chefs de la diplomatie allemande, française et britannique seront rejoints, par la suite, par leur homologue iranien, Javad Zarif, selon la même source. L'UE, déterminée à préserver l'accord conclu en 2015 après de longues et âpres négociations, tente de convaincre les Iraniens de la nécessité de rester dans l'accord après le retrait des Etats-Unis. Mardi soir, dans une brève déclaration depuis le siège de la représentation de la Commission européenne à Rome, Mme Mogherini a conjuré les Iraniens de «ne laissez personne démanteler cet accord» qu'elle a qualifié de «l'une des plus belles réussites jamais réalisées de la diplomatie». La première responsable de la diplomatie européenne a affirmé que l'accord «répond à son objectif qui est de garantir que l'Iran ne développe pas des armes nucléaires». Dès l'annonce du retrait américain de l'accord sur le nucléaire iranien, les trois pays: Allemagne, France et

Royaume-Uni ont réaffirmé leur attachement à la mise en œuvre de l'accord. La Chine et la Russie, également signataires de l'accord, ont réitéré leur soutien à la sauvegarde de l'accord. Les Etats membres de l'UE se sont, d'ailleurs, engagés mercredi à s'assurer que les sanctions européennes levées dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord international sur le nucléaire iranien ne soient pas rétablies après le retrait des Etats-Unis de l'accord. «La levée des sanctions liées au nucléaire est une composante essentielle de l'accord. L'UE a souligné à plusieurs reprises que la levée de ces sanctions a un impact positif sur les relations commerciales et économiques avec l'Iran. L'UE souligne son engagement à faire en sorte qu'elle perdure», est-il écrit dans une déclaration de la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, au nom des 28. Les Européens ont multiplié, ces derniers jours, les consultations pour tenter de

trouver une «approche commune» face au rétablissement des sanctions américaines contre Téhéran. Ils veulent faire bloc contre la décision américaine d'appliquer des sanctions aux entreprises étrangères présentes en Iran, ou du moins, obtenir des exemptions. Toutefois, l'Iran a déjà indiqué qu'il ne restera pas dans l'accord sans «garanties réelles» de la part des Européens. L'accord de long terme conclu le 14 juillet 2015 sur le dossier nucléaire iranien permet un encadrement des activités nucléaires iraniennes en contrepartie d'une levée progressive du régime de sanctions qui visent l'Iran. Mardi, le président américain Donald Trump a annoncé le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, qu'il a qualifié de «désastreux», et le rétablissement des sanctions contre Téhéran.

R. C./ (APS)

Russie/Chine

Les investisseurs chinois s'intéressent à la Crimée

Les investisseurs chinois s'intéressent aux projets d'infrastructures en Crimée et se disent prêts à effectuer le paiement en devises nationales, a indiqué Gueorgui Mouradov, vice-Premier ministre du gouvernement criméen et représentant de la Crimée auprès du président russe, cité par l'agence de presse Sputnik. «La Crimée se prépare à la nouvelle saison touristique. Nos projets portent sur la construction de routes régionales et celles du littoral. En ce sens, nous sommes intéressés à coopérer avec la Chine», a-t-il indiqué, précisant que «des sociétés chinoises sont déjà impliquées dans le développement des infrastructures en Crimée, et notamment dans la construction de structures plates à l'aéroport de Simferopol». «Ils ont rapidement réagi à la proposition d'élever un pont énergétique à travers le détroit de Kertch en 2016, quand les natio-

nalises ukrainiens ont fait sauter les lignes énergétiques alimentant la péninsule», a poursuivi le responsable. Le vice-Premier ministre a en outre indiqué que les sociétés chinoises étaient prêtes à «régler en roubles et en yuans». Dans les règlements avec la Chine, la Russie passe progressivement aux transactions en monnaies nationales ce qui permet de réduire les frais de change, de former un mécanisme de financement commercial et d'élargir la liste d'instruments financiers en monnaies nationales, d'obtenir l'indépendance face au dollar, a noté M. Mouradov. «Si on y ajoutait les technologies de règlement en dehors des banques, soit le blockchain, notre coopération pourrait s'élargir encore davantage», a-t-il ajouté. La péninsule de Crimée a été rattachée à la Russie suite à un référendum en 2014.

A. S.

Yémen

Ankara «préoccupé» après le débarquement de soldats émiratis sur l'île de Socotra

La Turquie s'est dite «préoccupée» après le débarquement de soldats émiratis début mai sur l'île de Socotra au Yémen, appelant au respect de la souveraineté yéménite, selon le ministère des Affaires étrangères turc. «Nous appelons tous les protagonistes à respecter le gouvernement yéménite légitime et à éviter toute action susceptible de compliquer davantage la recherche d'une solution à la crise actuelle», a déclaré le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué diffusé

tard jeudi. Selon des médias, le débarquement début mai de soldats émiratis, membres de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen, s'est produit sans coordination avec le gouvernement yéménite du président Abd Rabbo Mansour Hadi, qui contrôle cette île située à 350 km des côtes yéménites dans l'océan Indien. Des partisans du gouvernement ont protesté contre l'arrivée des soldats émiratis et souligné que leur présence ne se justifiait pas car il n'y avait pas d'éléments armés hou-

this à Socotra, selon une source gouvernementale yéménite. Le conflit au Yémen oppose les forces gouvernementales, soutenues militairement par la coalition sous commandement saoudien, au mouvement armé des Houthis qui contrôlent notamment la capitale Sanaa.

«Nous sommes préoccupés par ces développements qui font planer une nouvelle menace sur l'intégrité territoriale et la souveraineté du Yémen», a ajouté le ministère turc.

L. M.



Festival culturel européen

La formation musicale «Tryo» enchante les Algérois

■ Le groupe français de musique reggae «Tryo» a exalté jeudi le nombreux public algérois dans un concert électrique, marquant le dernier soir à Alger, du volet «musique», programmé dans le cadre du 19^e Festival culturel européen, ouvert le 26 avril dernier.

Par Abia Selles

Pas une place de libre à la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riad El Feth (Oref), où les allées réservées aux déplacements étaient pleines de fans du groupe «Tryo», à la vocation citoyenne, qui a déployé une vingtaine de chansons, à l'esprit festif et aux contenus engagés, dédiées à l'amour, la tolérance, la paix et le vivre ensemble. Christophe Mali, Manu Evno, Guizmo, aux guitares, et le batteur-percussionniste, Danielito Bravo ont, dès les premiers instants du concert, enflammé la salle dans une prestation époustouflante, livrée devant un public debout qui a très vite cédé au relâchement, reprenant en chœurs, avec le groupe, les refrains des chansons. Parmi les pièces qui célèbrent l'Homme dans son rapport à l'autre et à son environnement, «Ce que l'on s'aime», «La demoiselle», «Toi et moi», «Sauvage», «Souffler», «L'Hymne de nos campagnes», «Sortez-les», «Désolé pour hier soir» et «Apocalypticodramatique».

Célébrant le vivre ensemble, les artistes ont également rendu la pièce, «Rassurer Finkielkraut», (Zemmour et les autres), une



antithèse à l'endroit des voix qui s'élèvent pour stigmatiser injustement la communauté des émi-

grés, l'accusant d'être à l'origine des problèmes socio-économiques en France.

Dans la pièce, «Watson», Tryo rend hommage à Paul Watson, militant canadien depuis 40 ans

pour la protection des océans, alors que dans «Greenwashing», le groupe dénonce l'éco-blanchiment (procédé marketing utilisant l'argument écologique à des fins commerciales, pour donner à une entreprise une image éco-responsable).

Dans une totale communion avec le public, les artistes, agréablement surpris de l'accueil qui leur a été réservé et tout l'enthousiasme constaté dans la salle, ont beaucoup échangé avec les spectateurs, testant «leurs connaissances de la chanson française», avant de reprendre quelques extraits de chansons, à la demande du public, de Georges Brassens, Johnny Halliday, Serge Gainsbourg et Renaud.

Dans le même élan interactif, Christophe Mali, animateur principal du groupe, a repéré parmi les spectateurs, un jeune chanteur-guitariste, Amine Merahba, au look décontracté, invité à rejoindre la scène pour interpréter avec une voix juste et étoffée, «La misère d'en face», tirée de «Mamagubida», premier album du groupe sorti en 1997. Les musiciens, applaudissant longtemps, avec le public, le jeune Amine, ont brillé de maîtrise et de technique, manifestant leur joie de se produire à Alger, dans une prestation de haute facture où Manu Evno et Danielito Bravo se sont distingués par leur virtuosité.

«Le public d'Alger restera gravé dans nos mémoires !» a lancé Christophe Mali, à l'issue de la représentation, suivie d'un rappel insistant des spectateurs, pour voir revenir le groupe et interpréter «Pompatrik» qui fait référence à l'«exploitation du continent africain par les grandes multinationales, souvent issues des anciennes métropoles».

A.S./APS

Musique

L'œuvre et le parcours de Abdelkrim Dali revisités

L'universitaire Tewfik Benghebrit a estimé jeudi à Tlemcen que cheikh El Hadj Abdelkrim Dali (1914-1978) était un «fédérateur» des écoles de musique andalouse algériennes (Tlemcen, Alger et Constantine). C'est dans le cadre de la célébration du dixième anniversaire de la création hyponyme que l'œuvre et le parcours du chikh ont été revisités par les participants.

Intervenant à l'occasion d'un colloque organisé à l'occasion du 10^e anniversaire de la Fondation Cheikh Abdelkrim Dali, le conférencier, également auteur-compositeur, a considéré que le défunt a su, grâce à sa venue précoce dans le monde de la musique andalouse et ses nombreux allers et retours entre Tlemcen et Alger, concilier ces deux écoles.

Le conférencier a rappelé que cet artiste s'est «développé au contact de plusieurs maîtres, sans oublier qu'il a intégré plusieurs

orchestres». Maîtrisant tous les instruments de musique, il possédait une «clairvoyance vocale et une voix inégalable», a soutenu Tewfik Benghebrit, documentaires sonores à l'appui.

«Cheikh El Hadj Abdelkrim Dali avait la capacité d'innover dans le patrimoine grâce à sa technicité musicale et vocale, ce qui fait de lui un génie dans ce domaine», a encore souligné le même intervenant.

Pour sa part, le musicien Smain Heni, un des élèves du Cheikh, a apporté son témoignage sur son parcours avec l'enseignant Abdelkrim Dali en classe préparatoire au Conservatoire de musique d'Alger. «Il a formé plusieurs élèves, dont la plupart ont intégré des associations nationales de musique andalouse», a-t-il rappelé, signalant que le grand maître tenait beaucoup au mizane (tempo). Ce colloque, organisé par la Fondation Cheikh Abdelkrim Dali à l'occasion

de son dixième anniversaire, a été également marqué par une présentation des activités de cette institution culturelle, depuis sa création à ce jour. Ces activités ont porté notamment sur la collecte et le recensement de toutes les archives, documents, disques légués par le défunt, l'édition d'une revue «Maqamat El Andalus» et l'organisation à Alger, deux années auparavant, de la 1^{re} édition du «Prix Abdelkrim Dali» pour la plus belle voix.

Par ailleurs, il est prévu la tenue de la 2^e édition de ce prix, au mois de novembre prochain.

Enfin, une exposition sur l'œuvre et le parcours du défunt a été mise sur pied au Hall du palais de la Culture de Tlemcen. Une soirée musicale, animée par Asma Alla et Medouar Ahmed de l'école Saâna, accompagnés par l'orchestre Cheikh Abdelkrim Dali et l'association El Quortobiya de Tlemcen, a marqué cette manifestation. **Racim C.**

Ouverture de la «Kheima de la poésie populaire» à El Bayadh

Plus de soixante-dix participants au rendez-vous

La douzième édition de la «Kheima de la poésie populaire» s'est ouverte jeudi à El Bayadh avec la participation de 70 poètes de 20 wilayas, dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine. La cérémonie d'ouverture de cette manifestation organisée sous le slogan «Patrimoine oral, communication des générations» a été présidée par le wali Mohamed Djamel

Khanfar, qui a souligné, dans une allocution, que cet événement culturel revêt une importance capitale surtout que la poésie populaire est une partie de l'identité nationale et l'histoire nationale qu'il faut préserver et promouvoir. Le wali a affirmé que ses services œuvreront en collaboration avec le ministère de la Culture à officialiser la «Kheima de la poésie populaire» et à lui

donner une envergure nationale à partir de l'année prochaine. La cérémonie d'ouverture de ce rendez-vous culturel de trois jours, organisé par la direction de la culture de la wilaya, a été marquée par un défilé où ont pris part la troupe Ness El Maana de danse populaire et d'anciens scouts musulmans, entre autres, à partir de la stèle commémorative des martyrs au centre-ville

d'El Bayadh vers la maison de la culture «Mohamed Belkheir». Des poèmes populaires en Melhoun ont été présentés par des poètes participants traitant de thèmes multiples chantant la patrie, l'identité, la terre... Un poème de Ahmed Lakehal, poète et moudjahid de la wilaya d'El Bayadh glorifie la résistance de Ouled Sidi Cheikh contre l'occupant français. **F.H.**

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Musée des beaux-arts d'Alger
Jusqu'au 15 mai :

Les œuvres de quatre artistes peintres turcs exposées sous le thème «L'amitié par les couleurs».

Galerie Seen-Art
(Delybrahim, Alger)
Jusqu'au 17 mai :

Exposition «Hors Cases» des artistes El Meya, Bardi et l'Homme jaune.

Galerie d'Art Dar-El-Kenz
(Chéraga, Alger)
Jusqu'au 17 mai :

Exposition «Arc-en-ciel et bleu de Chine» de Souhila Belbahar.

Galerie Essou'Art
Jusqu'au 24 mai :

Exposition «Pacte avec la lumière» de Djahida Houadef.



Préparatifs des JM-2021 Le comité d'organisation algérien réconforte les responsables

LES PRÉPARATIFS des Jeux méditerranéens (JM) qu'abritera Oran en 2021 ont été à l'ordre du jour d'une réunion ayant regroupé deux membres du comité d'organisation de ces jeux avec le comité international, mercredi à Tarragone (Espagne), indiquent les services de la wilaya d'Oran.

Le wali d'Oran, Mouloud Cherifi, et le président du comité olympique et sportif algérien, Mustapha Berraf, en visite à Tarragone, la ville hôte de la prochaine édition des JM en juin, ont profité de l'occasion pour mettre en exergue les progrès réalisés en matière de préparation de l'édition de 2021.

Pour leur part, les membres du comité international des JM ont affiché leur disposition à tout mettre en œuvre pour aider la partie algérienne afin que les JM de 2021 soient une totale réussite, a précisé la même source.

Le comité international des JM avait, il y a quelques semaines, fait part d'inquiétudes suite au «retard sensible» accusé pour l'installation du comité d'organisation des JM 2021. Il avait même rappelé que, dans pareilles situations, le pays concerné risquait de se voir retirer l'organisation de cette manifestation.

Le 2 mai passé, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, en visite à Oran, a procédé à l'installation du comité d'organisation en question, qu'il préside et qui comporte dans sa composante, entre autres, le wali d'Oran, comme vice-président et le président du COA, et ce, à la grande satisfaction des sportifs algériens dont le pays va accueillir cet événement méditerranéen pour la deuxième fois de son histoire après 46 ans des jeux organisés à Alger en 1975.

Boxe/championnat d'Afrique (4^e journée) Quatre Algériens proches du sacre

QUATRE boxeurs algériens ont composé jeudi leurs billets pour la finale des championnats d'Afrique de boxe juniors (garçons et filles), lors de la quatrième journée de la compétition qui qui se déroule du 7 au 13 mai à Casablanca au Maroc.

Jaballah Fares (49 kg) a battu le Camerounais, Wouang Marcial, alors que Maouche Hichem (52 kg) a dominé le Marocain, Berhili Badr. Fassi Ahmed Djamel (69 kg) s'est facilement imposé devant l'Ougandais, Mazida Bunya Muhammad. Farid Douibi (75 kg) était le dernier algérien à avoir arraché sa qualification lors de cette 4^e journée consacrée aux demi-finales, en battant le Camerounais, Ngono Elysee.

En revanche, Debou Lina (60-64 kg) a été battue par la Marocaine, Zaiti Rym, alors que Sekkeli Abderrahim (64 kg) a perdu son combat devant le

Tunisien, Rahmouni Malek.

La qualification des quatre boxeurs s'ajoute à celles de Mansouri Mohand (81 kg), Khatir Yasmine (48-51 kg) et Leila Semrani (60 kg) qui s'étaient qualifiés pour la finale en battant, respectivement, le Tunisien Touati Mohamed Aziz et les Sud-africaines, Dila Vuyolwethu et Gonsalves Amoré.

Mohamed Amine El Keria (56 Kg), Rout Seif Eddine (60 kg) et Berkane Louiza (48 kg) ont été éliminés en quarts de finale. Les demi-finales se poursuivront vendredi avec l'entrée en lice de trois boxeurs algériens dont deux filles.

Quinze pugilistes algériens, dont six filles, prennent part à ces joutes africaines, qualificatives aux championnats du monde de Budapest (Hongrie) et les Jeux olympiques de la Jeunesse 2018 de Buenos Aires en Argentine.

Coupe nationale militaire de futsal La 1^{re} Région militaire haut la main

L'ÉQUIPE de la Première Région militaire (PRM) s'est adjugée, jeudi à Blida, le trophée de la première édition de la coupe nationale militaire de futsal (messieurs) en battant son homologue du commandement de la Gendarmerie nationale de la «PRM» aux TAB, temps réglementaire (2-2) en finale disputée à l'École des techniques de l'indépendance chahid «Djilali Bounaâma».

Chez les dames, la coupe nationale militaire de futsal est revenue à l'équipe de l'École supérieure navale de la «PRM», qui a également remporté l'épreuve aux TAB face à son homologue de l'École des sous-officiers des services de santé militaire de Belabbes (2^e RM), temps réglementaire (0-0).

Dans son allocution de clôture de cet événement sportif, le général Omar Keriche, chargé du service des sports militaires

au département d'exploitation et d'entraînement auprès du ministère de la Défense nationale, a affirmé la détermination du haut commandement à réunir tous les moyens susceptibles d'aider à l'encouragement et à la généralisation de la pratique sportive chez les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), des deux sexes.

Il a en outre souligné la contribution de cet intérêt dévolu aux sports, dans la réalisation de grands résultats sportifs, ayant honoré l'Algérie et l'Institution militaire, à plus d'un égard.

A noter que cette première édition de la coupe nationale militaire de futsal (messieurs-dames) s'est réduite à la participation des 1^{re} et 2^e équipes championnats national et inter-écoles. Elle a été jouée en deux phases, soit les demi-finales et les finales.

Ligue I Mobilis (29^e journée) Le CSC à 90' du second titre

■ Le leader, le CS Constantine, sera à seulement un point du titre de champion de Ligue I, le deuxième de son histoire, qu'il pourrait décrocher lors de son match face à l'USM Blida, cet après-midi, dans la ville des Roses. Ayant déjà perdu toute chance de rester en élite, la formation blidéenne aura du mal à tenir tête aux «Sanafirs».



Par Mahfoud M.

Toutefois, tout reste possible et les coéquipiers du butteur, Frioui, peuvent créer une autre sensation et donc prolonger le suspens pour le titre de champion. Toutefois, les gars de l'Antique Cirta ne se laisseront certainement pas faire et se donneront à fond pour prendre les trois points et donc décrocher ce deuxième titre national après celui de 1997. Les Constantinois souhaitent fêter ce titre le plus tôt possible et ne pas attendre la dernière journée, surtout que deux équipes font encore pression et ne lâchent pas du lest, à savoir, le NAHD et la JSS. Le choc de la journée aura pour théâtre le stade du 5 juillet et opposera le dauphin, le NA Hussein-Dey, à son voisin du CR Belouizdad. Les Sang et Or feront tout pour l'emporter afin de garder cette deuxième place au classement général, sachant qu'elle a plus de chances pour remporter les trois points. Avec

une belle série de 21 matchs sans défaite, les poulains de Bilal Dziri, feront tout pour ajouter le Chabab à leur tableau de chasse. Les gars d'Hussein-Dey savent ce qui les attends, néanmoins, et sont conscient que la mission ne sera pas de tout repos devant une formation qui joue sa survie en L1 et qui a surtout besoin d'un point pour s'en sortir définitivement. Les Belouizdadis de leur côté, se doivent de réussir un résultat probant et de prendre au moins le point du nul pour éviter toute mauvaise surprise. Les gars de Laâkiba craignent de se retrouver dans une situation délicate au cas où il laisserait filer les points de cette rencontre. De son côté, la JS Saoura reçoit à domicile, le MC Oran dans une rencontre qui est, relativement dans ses cordes, surtout que les Hamraoua ont perdu toute chance de disputer une place sur le podium. Les Sudistes ont, là, une autre opportunité de disputer une compétition africaine après l'avoir déjà fait l'année

passée. Pour ce qui est du bas du tableau, la lutte fait rage puisque et après la descente officielle de l'USMB et l'USMH, le troisième reléguable n'a pas encore été désigné. Ça se jouera, toutefois, entre deux équipes, à savoir, l'US Bisra et le DRB Tadjenant. Les Biskris qui rendent visite aux gars de Bel Abbès, vainqueur tout récemment de la Coupe d'Algérie souhaitent revenir au moins avec les points du nul. De son côté, le DRBT jouera un derby difficile face à l'ES Sétif qui souhaite sortir de la crise qu'il traverse. Enfin, le match PAC-OM intéresse plus les gars du Tétré qui souhaitent l'emporter pour éviter toute mauvaise surprise.

M. M.

Le programme :
Samedi 12 mai 2018 à 16h :
JSS-MCO
USMB-CSC
PAC-OM
NAHD-CRB
DRBT-ESS

Stade de Baraki

Le ministre Hattab déçu de la lenteur des travaux

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, a montré jeudi à Tizi Ouzou son mécontentement suite au «grand retard» enregistré au niveau du projet de réalisation du stade de Baraki (Est d'Alger).

«J'ai effectué samedi une visite inopinée au stade de Baraki et, malgré le très beau temps ce jour là, je n'ai trouvé sur le chantier que 15 ouvriers. Cette situation est vraiment inadmissible», a fulminé le ministre à l'occasion d'une visite de travail et d'inspection pour s'enquérir de l'état des infrastructures de son secteur dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Lancé en 2009, le projet du

stade de Baraki d'une capacité de 40 000 places et qui s'étend sur une superficie de 67 hectares, pour lequel l'Etat a consacré une importante enveloppe financière, n'a pas pu atteindre sa vitesse de croisière, les délais de réalisation n'ayant jamais été respectés.

La société chinoise réalisation CRCEG (China railway construction engineering group), qui travaille sur chantier depuis janvier 2012 sous la conduite d'un bureau d'étude français chargé du suivi, s'était engagée à le livrer fin 2017.

«Nous devons mobiliser tous les moyens humains et matériels

pour pouvoir réceptionner le complexe de Baraki en décembre 2018», souhaite M. Hattab. «J'ai programmé une visite officielle au stade de Baraki pour discuter avec les responsables du projet et les enjoindre de s'inscrire dans les délais fixés, c'est à dire la livraison de l'infrastructure en fin d'année en cours pour que le stade soit prêt pour la saison 2018-2019», a encore insisté le ministre.

D'autres stades olympiques sont en cours de réalisation à Tizi-Ouzou (50 000 places), Sétif (50 000), Oran (50 000), Constantine (50 000) et Mostaganem (35 000 places).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Augmentation du prix du transport rural à Béjaïa

Les RN 9 et 12 coupées par des habitants

LA JOURNÉE de jeudi dernier a été marquée par deux coupures de routes sur des axes à grande circulation. Ce n'est pas étonnant puisque cela est devenu un phénomène récurrent que tout le monde a sans doute été confronté sur la route au moins un jour. Le trafic routier a été paralysé dans presque toute la wilaya et les voyageurs voire les usagers continuent d'en pâtir. Les populations de villages de Kherrata notamment, celles du douar Aït Marai englobant plusieurs villages dont Kelaoune, Djermouna, etc, ont obstrué la RN 09 à hauteur du tunnel. Ils réclament le maintien du tarif du ticket de transport majoré de 10 DA pour 5 km. Ils soulèvent également une autre revendication, à savoir le raccordement des villages en gaz naturel. Le maire s'en est lavé les mains sur la radio locale. «Je n'ai pas été consulté au sujet de cette majoration», déclarait-il. Une réunion a été convoquée par le maire laquelle a regroupé les représentants des transporteurs et ceux des habitants. Mais, celle-ci n'a abouti à rien en l'absence du chef de daïra, selon des échos. Les représentants des citoyens ont été invités par la commission de transport de l'APW dans l'après-midi. Les protestataires ont exigé de voir, dans la matinée, la décision écrite du ministère des Transports et rappellent ensuite avoir saisi, antérieurement, les autorités concernées, au sujet de cette augmentation jugée «illégal et disproportionnée par rapport au pouvoir d'achat actuel», mais «aucune réponse ne nous a été apportée», disait un des protestataire très en colère. La RN 12 a, également, été coupée par des habitants qui dénoncent «la cherté de la vie» et dénoncent surtout «le relèvement du tarif du transport vers les zones rurales». Ils exigent «le maintien des anciens tarifs». Notons qu'une journée avant, les souscripteurs des 80 logements CNEP de la cité Boudiaf, dans la commune Seddouk, ont organisé un rassemblement de protestation devant le siège de la wilaya. Les manifestants réclamaient l'achèvement des voies et réseaux divers (VRD) de la cité qui au départ était lancé dans le programme AADL en 2001. Ils exigent aussi la construction d'un mur de soutènement dont les travaux sont à l'arrêt. Selon des souscripteurs, la construction de certains de ces logements est achevée depuis 2007 et depuis aucun des 80 souscripteurs n'a occupé un logement pour les raisons suscitées. Selon les mécontents qui rappellent avoir organisé plusieurs actions de protestation, et saisi qui de droit, ce retard infini est dû à la Cnep qui n'a pas lancé des appels d'offres pour la réalisation des travaux en suspens.

Hocine Cherfa

Cambriolage d'un magasin à Béjaïa

Arrestation de six individus

LES AUTEURS du vol par effraction du magasin d'alimentation générale appartenant à K.KH. 75 ans au niveau de l'ancienne ville, ont été arrêtés par les éléments de la 1re sûreté urbaine de Béjaïa. Il s'agit de six individus âgés entre 16 et 23 ans dont trois mineurs âgés de 16 ans. Les policiers ont agi suite à une plainte de la victime déposée contre deux individus inconnus qui ont brisé les poignées des fenêtres et ont fait irruption le soir dans le magasin de la victime et dérobé divers produits alimentaires dont la valeur est estimée à 18 millions de centimes, en sus d'une somme d'argent de 6 000,00 DA se trouvant dans la caisse. En utilisant des

moyens techniques modernes, les policiers ont réussi à relever des empreintes digitales et ont identifié les six prévenus dont les trois mineurs. Une sourcière a été tendue à l'encontre des individus qui ont ensuite été arrêtés. La perquisition des résidences des deux principaux accusés a permis de retrouver les produits et objets volés qui ont été reconnus par la victime. A la fin de l'enquête, un dossier pénal a été élaboré à l'encontre des prévenus pour «constitution d'une association de malfaiteurs, vol par effraction d'une vieille personne, en nombre et de nuit». Les malfaiteurs ont été présentés devant les juridictions compétentes.

H.C.

Criminalité

Arrestation d'un escroc à Alger

LES SERVICES de Sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté un suspect pour escroquerie en faisant de fausses promesses à ses victimes, a indiqué vendredi un communiqué de ces services. L'affaire a été déclenchée suite à une plainte déposée par un citoyen auprès des services de la sûreté urbaine de Hussein Dey, qui a révélé avoir été escro-

qué par le mis en cause en lui promettant de lui faire sortir 18 motocyclettes du port d'Alger contre un montant de 18 millions de centimes, avant qu'il ne disparaisse, a noté le communiqué. Une deuxième plainte a été déposée auprès des mêmes services par une autre victime qui a été escroquée par le même mis en cause qui lui a promis un

Retrait des Etats-Unis de l'accord nucléaire iranien: Le pétrole s'envole



Loumis

Djalou@hotmail.com

Biskra

Peine capitale pour l'assassin de sa tante, son époux et leur fils

■ L'affaire remonte au 16 octobre 2015, lorsque M.A.H., âgé de 28 ans, a tué sa tante, âgée de 61 ans, l'époux de cette dernière, 82 ans, et leur fils, 23 ans, et a subtilisé la somme de sept millions de dinars.

Par Slim O.

Le tribunal criminel près la cour de Biskra a prononcé, jeudi, la peine capitale à l'encontre de M.A.H., auteur du meurtre de sa tante, du mari de cette dernière et de leur fils. L'affaire, selon l'arrêt de renvoi, remonte au 16 octobre 2015, lorsque M.A.H., âgé de 28 ans a

tué sa tante (H.F), âgée de 61 ans, l'époux de cette dernière A.H, 82 ans et leur fils M.H, 23 ans, et a subtilisé la somme de sept millions de dinars. Les accusés dans la même affaire, S.B. et A.K. ont écopé d'une année de prison ferme tandis que les accusés H.L. et A.H. ont été condamnés à une année avec sursis pour

non-dénonciation. Lors du réquisitoire, le procureur de la République a requis la peine maximale pour le principal accusé et 5 ans de prison pour les autres impliqués dans cette affaire. Dans sa plaidoirie, l'avocat de la défense a plaidé pour une expertise mentale de l'accusé principal, et une enquête supplémentaire.

S. O./APS

Vol de motos à Sidi-Aïch

Trois individus placés sous mandat de dépôt

«UN RÉSEAU de malfaiteurs spécialisé dans le vol de motos a été démantelé dernièrement par les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Sidi-Aïch», a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Cette bande est composée de quatre individus âgés entre 26 et 29 ans. Agissant sur une plainte du citoyen F.M. qui a été victime de vol de sa moto de marque Lifane, les policiers ont surpris en ville trois individus avec une moto avec les mêmes caractéristiques et après vérifica-

tion il s'est avéré que celle-ci était volée. Elle a, ensuite, été reconnue par son propriétaire par le fait qu'elle portait un signe qui l'a distinguait avant le vol, ceci en dépit du changement effectué sur le cadre et l'effacement du numéro du moteur. La poursuite de l'enquête et la perquisition de deux entrepôts appartenant aux suspects ont permis aux policiers de découvrir plusieurs cadres de motos, des pièces de rechange et autres accessoires de motos, etc. Des investigations ont, également, été menées et elles ont

abouti à l'arrestation d'un troisième individu impliqué dans des affaires de vols. Un dossier pénal a été élaboré à l'encontre des mis en cause qui ont été présentés devant procureur de la République près le tribunal de Béjaïa pour plusieurs charges dont «constitution d'association de malfaiteurs, recels d'objets volés, etc.», ajoute notre source. Le dossier a été confié au juge instructeur qui a placé le principal accusé H.N sous mandat de dépôt et placé les deux autres mis en cause sous contrôle judiciaire.

H.C.

Souk El-Tennine

Sauvetage de cinq personnes asphyxiées

«CINQ personnes ont été sauvées en extremis d'une mort certaine par les secours de la Protection civile mercredi vers 01h05mn à Souk El-Tennine», a-t-on appris de la cellule de communication de la Protection vile de la wilaya de Béjaïa. De sexe masculin, les personnes en question sont âgées entre 18 et 37 ans. Elles sont venues de la wilaya de Souk Ahras et ont logé dans un appartement au centre-ville de Souk El Tennine. Ces personnes ayant été exposées au monoxyde de carbone, émanant du chauffe-bain alimenté par le gaz butane. Elles ont été évacuées vers la polyclinique de la même ville.

H.C.